

Une France éternelle championne des dépenses et de l'impôt, plein pot

Si les émeutes ont pris tout le monde par surprise, il est un élément de la vie républicaine qui, année après année, ne surprendra pas le citoyen : la dramatique évolution de nos finances publiques.

Les arbitrages du prochain budget des ministères viennent d'être publiés et la cuvée 2023 ne fait pas exception. Si Bercy promet une baisse « inédite » des dépenses de l'Etat de plus de quatre milliards d'euros l'année prochaine - « du jamais vu depuis près de dix ans », paraît-il - l'observateur averti notera rapidement que cet enthousiasme de façade cache mal une réalité plus sombre.

Si Bercy promet quelques économies « structurelles » sur le logement ou la santé, l'image globale est celle d'une boudruche étatiste en inexorable croissance. Alors qu'il était prévu que l'augmentation des dépenses se limite à 14 milliards entre 2019 et 2022, ces dernières ont bien augmenté de 14 milliards... sur la seule année 2022. Crise énergétique oblige. Sont venus s'ajouter une petite vingtaine de milliards supplémentaires en 2020-2021. Crise de la Covid oblige.

Résultat, les seules vraies économies viennent de l'extinction (partielle) du bouclier énergétique - 14 milliards d'un coup! - et de la queue de comète du plan de relance qui ajoute trois milliards au pot.

Mais au final, dépenses publiques et prélèvements obligatoires continuent de tutoyer des sommets historiques. L'Institut économique Molinari nous rappelle d'ailleurs à juste titre qu'en 2023, « la France redevient la championne des prélèvements obligatoires sur le salarié moyen, devant la Belgique et l'Autriche ».

Seule bonne nouvelle dans tout cela pour faire retrouver le sourire aux contribuables sur la route de leurs vacances : ce lundi marque le jour de libération fiscale. Chaque actif travaille désormais pour lui-même et non plus pour la collectivité. Il était temps!

Raphaël Legendre

@LEGENRA 